



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Referendums

Question écrite n° 4941

Texte de la question

M Christian Estrosi attire l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'economie, des finances et du budget, sur le cout que represente l'organisation du referendum portant sur le statut de la Nouvelle-Caledonie prevu pour le 6 novembre 1988. Il demande en particulier le detail des montants financiers engages d'une part par le service d'information et de diffusion sous forme d'affichages publicitaires, de messages televises ou de brochures et, d'autre part, par le centre d'information civique en vue de mobiliser les electeurs. Sans prejurer des reponses qui seront apportees, il attire son attention sur la contradiction qui reside dans l'engagement de telles depenses au moment ou se developpe un large mouvement de revendications sociales dans la fonction publique. Quelle credibilite conserve alors l'imperatif de rigueur budgetaire mis en exergue, notamment face aux doleances des infirmieres dont le President de la Republique a pourtant souligne le caractere legitime, lorsque le Gouvernement engage des credits importants en destination d'operations ayant des fins purement politiques ? Il lui demande son avis sur ce probleme.

Texte de la réponse

Reponse. - En reponse a la question de l'honorable parlementaire, le Premier ministre lui indique que la campagne menee par le SID a eu pour objectif d'informer les electeurs sur l'objet du referendum et les amener a y participer. Cette action s'inscrit dans la tradition de la communication gouvernementale de porter largement a la connaissance des citoyens les decisions prises par le Gouvernement et qui ont une implication dans la vie quotidienne de toute ou partie de la population. Le budget de la campagne « Le geste de la fraternite » a ete de 20,646 millions de francs TTC Le marche a ete conclu avec l'agence RSCG apres une mise en consultation, conformement a la procedure en vigueur et a recu l'avis favorable de la commission superieure des marches. Par ailleurs, le SID a passe convention avec le centre d'information civique en vue de promouvoir la participation au referendum, comme il le fait habituellement pour toutes les consultations. La participation du SID a ete de 2,982 millions de francs. Ces depenses sont comparables a celles qui ont ete engagees par exemple : en 1983, pour les elections aux conseils d'administrations des caisses de securite sociale (budget : 21 millions de francs TTC) ; en 1987, pour les elections prud'homales (budget : 25 millions de francs TTC) et les Etats generaux de la securite sociale (budget : 24 millions de francs TTC).

Données clés

Auteur : [M. Estrosi Christian](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 4941

Rubrique : Elections et referendums

Ministère interrogé : économie, finances et budget

Ministère attributaire : Service du Premier Ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 octobre 1988, page 3069